

Bulletin Quotidien Europe n°10453 du 16 septembre 2011

14 (AE) UE/SOCIAL: faillite d'un modèle, entretien avec Juan Somavia

Bruxelles, 15/09/2011 (Agence Europe) - Au lendemain de son intervention sur la manière dont il faut défendre l'aspect social au sein de l'économie mondiale au Parlement européen lors d'une réunion spéciale à Strasbourg mercredi 14 septembre, le directeur général du Bureau international du Travail (BIT) Juan Somavia a accordé une interview exclusive à l'Agence Europe que nous publions en deux étapes. Dans cette première partie, il sera question de l'inégalité dans la redistribution des ressources, de la responsabilité des banques dans la crise financière actuelle et des solutions à apporter pour préserver l'emploi, tout en favorisant la diminution des dettes souveraines. (JK)

Agence Europe: Dans votre discours devant le Parlement européen, vous avez abordé le problème de l'inégalité dans la distribution des richesses. Vous citez le cas de l'Europe où 60% de la richesse est détenue par 10% de la population. Quelles sont, selon vous, les mesures à prendre pour réduire cette inégalité en prenant en compte que l'espace européen subit actuellement une faible croissance économique ?

Juan Somavia: La première chose à savoir, c'est que ce sont ces inégalités qui ont affecté la croissance. Une telle concentration de ressources réduit en réalité la part de salaire dans l'économie et en conséquence le pouvoir de consommation des travailleurs. Mais aujourd'hui, le sujet principal, c'est d'arrêter la croissance des inégalités, de « limiter la casse ». On a besoin d'une consolidation fiscale sociale responsable, ce qui veut dire essentiellement de privilégier, avec les ressources dont on dispose, la protection sociale des plus faibles et l'assurance chômage. (...) Le sentiment répandu, un peu dans tous les pays développés, c'est que les gens qui n'ont absolument rien à voir avec la crise, sont ceux qui en payent les frais. Il faut rassurer en entreprenant des actions pour lutter contre la dette, mais il faut aussi montrer qu'il y a une préoccupation très nette, très claire et très déclarée pour protéger ceux qui sont les plus faibles. Je crois également qu'il est indispensable d'agir d'une manière beaucoup plus transparente, plus discutée. Les banques doivent participer d'une façon importante, peut-être beaucoup plus importante à ce dont on parle actuellement. Elles savaient parfaitement qu'elles gagnaient plus d'argent en prenant plus de risques. Et dans l'économie de marché, l'idée c'est qu'on garde les profits pour soi et quand on a des pertes, c'est l'État qui vient nous sauver. Ce n'est pas comme ça que ça marche en réalité. Les banques ont une responsabilité énorme et elles ont l'obligation de reconnaître leurs responsabilités en participant d'une manière beaucoup plus importante à la résolution des problèmes actuels. Finalement, il faut utiliser beaucoup plus le dialogue social dans les pays en temps de crise pour discuter de telles choses que le niveau des salaires, des conditions de travail. C'est évident qu'en situation de crise, il est possible de discuter de certaines adaptations. Par exemple, en Allemagne, on a décidé de limiter temporairement le temps de travail, mais avec l'accord de tout le monde, en respectant l'autonomie des négociations collectives.

Agence Europe: D'un côté vous critiquez le surendettement des États, de l'autre vous incitez les pouvoirs publics à privilégier la création d'emploi. Comment envisagez-vous de concilier ces deux impératifs qui à l'heure des différents plans d'austérité budgétaire peuvent paraître contradictoires ?